

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1946

44 (29.10.1946)

JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE

GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland

Ordonnances, Arrêtés et Règlements Décisions réglementaires
 Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,
 Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen,
 Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,
 Amtl. Veröffentlichungen, Öffentl. Zustellung

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.

Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, Hôtel Badischer Hof, Baden-Baden

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.
 Annonces légales : 3 pfg. la ligne.

Abonnement : 25 Blätter : 10 M
 Öffentliche Zustellung die Zeile 3 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifenband beizufügen

SOMMAIRE

Pages

INHALT

Seite

Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandant en Chef Français en Allemagne

| | |
|--|-----|
| Ordonnance No 69, en date du 10 Octobre 1946, portant création de la Commission des Indemnités | 468 |
| Arrêté No 98 de l'Administrateur Général, en date du 5 Octobre 1946, relatif au droit de transaction et de confiscation pour certaines infractions aux règles de la répartition et du rationnement | 469 |
| Décision No 10 bis du Commandant en Chef, en date du 30 Juillet 1945, concernant la mise sous séquestre de la Röchlingsche Eisenwerke u. Stahlwerke à Völklingen | 470 |
| Décision No 10 du Commandant en Chef, en date du 18 Septembre 1946, sur les Administrateurs Séquestres | 471 |
| Décision No 96 de l'Administrateur Général, en date du 23 Octobre 1946, nommant un Administrateur Séquestre | 472 |
| Ordonnances No 60-61-62-63-65-66-67, Rectificatifs | 472 |
| Tribunal International Militaire à Nuremberg Rectificatif (Texte Français seulement) | 474 |
| Annonces Légales | 474 |

Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandant en Chef Français en Allemagne

| | |
|---|-----|
| VERORDNUNG Nr 69 betreffend Bildung einer Entschädigungs-Kommission | 468 |
| VERFUGUNG Nr. 98 des Administrateur Général vom 5. Oktober 1946 über das Recht zu Vergleichsabschlüssen und Beschlagnahmen in Fällen von Vergehen gegen Zuteilungs- und Rationierungsvorschriften | 469 |
| ANORDNUNG Nr. 10 b des Commandant en Chef über die Stellung der Röchlingschen Eisenwerke und Stahlwerke Völklingen unter Zwangsverwaltung | 470 |
| ANORDNUNG Nr. 10 des Commandant en Chef vom 18. September 1946 betreffend Zwangsverwalter | 471 |
| ANORDNUNG Nr. 96 des Administrateur Général vom 23. Oktober 1946 über Ernennung eines Zwangsverwalters | 472 |
| BERICHTIGUNGEN betreffend Verordnungen Nr. 60, 61, 62, 63, 65, 66, 67 | 472 |
| BERICHTIGUNG betreffend den französischen Text des Internationalen Militärgerichtes in Nürnberg | 474 |
| Amtliche Veröffentlichungen/Öffentliche Zustellungen | 474 |

ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

ORDONNANCE No 69

portant création de la Commission des Indemnités

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945, portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Sur la proposition de M. l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation et de M. le Général de Corps d'Armée, Adjoint pour le Commandement Supérieur des Troupes d'Occupation,

Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE :

ARTICLE 1er. — Il est créé, auprès du Commandant en Chef Français en Allemagne, une Commission des Indemnités qui reçoit et instruit les demandes d'indemnités pour dommages causés aux personnes et aux biens dans la Zone Française d'Occupation par les Troupes ou les Services Français.

Elle instruit également avant leur transmission à l'autorité compétente, les litiges résultant des dommages causés aux personnes et aux biens français et dans lesquels l'Administration est intéressée.

La création de la Commission des Indemnités et les dispositions de la présente ordonnance n'ont pas pour objet de préjuger les décisions qui pourraient intervenir au sujet du droit à réparation ou à indemnisation.

I. — COMPOSITION ET ORGANISATION

ART. 2. — La Commission des Indemnités comprend : un président, un vice-président, deux assesseurs, deux assesseurs suppléants, deux Commissaires du Gouvernement, quatre rapporteurs, un Secrétaire. Elle peut se compléter par des rapporteurs suppléants nommés pour une ou plusieurs affaires déterminées. Le secrétaire n'a pas voix délibérative, non plus que le Commissaire du Gouvernement.

ART. 3. — Les membres de la Commission des Indemnités sont nommés par le Commandant en Chef Français en Allemagne.

Le Président et le Vice-Président sont choisis parmi les membres des grands corps de l'État en service dans la Zone Française d'Occupation.

Un assesseur, un assesseur suppléant, un Commissaire du Gouvernement, deux rapporteurs sont nommés sur présentation de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation.

Les autres membres sont nommés sur présentation du Général Commandant Supérieur des Troupes d'Occupation.

Le Commandant en Chef peut déléguer ses pouvoirs au Président de la Commission pour la désignation des rapporteurs suppléants.

ART. 4. — La Commission des Indemnités peut créer en son sein des sous-commissions.

Ces sous-commissions, sous la présidence du Président ou du vice-président, délibéreront valablement si trois membres au moins sont présents aux séances.

Les décisions sont prises à la majorité. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

VERORDNUNGEN

VERORDNUNG Nr. 69

betreffend Bildung einer Entschädigungs-Kommission

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation und des Général de Corps d'Armée, Adjoint pour le Commandement Supérieur des Troupes d'Occupation nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945

folgende

VERORDNUNG :

Artikel 1. Zwecks Entgegennahme und Prüfung von Entschädigungsgesuchen in Fällen von Personen- und Sachschäden, die in der Zone Française d'Occupation von französischen Truppen oder Dienststellen verursacht worden sind, wird beim Commandement en Chef Français en Allemagne eine Entschädigungs-Kommission gebildet.

Die Kommission prüft auch, insoweit ein Verwaltungsinteresse vorliegt, vor Weiterleitung an die zuständige Instanz diejenigen Streitfälle, in denen es sich um die Schädigung französischer Staatsangehöriger oder französischer Vermögens handelt.

Die Bildung der Entschädigungs-Kommission und der Erlaß dieser Bestimmungen bezwecken nicht, den etwaigen zukünftigen Entscheidungen über Ansprüche auf Wiedergutmachung und Schadenersatz vorzugreifen.

I. Zusammensetzung und Organisation

Artikel 2. Die Entschädigungs-Kommission setzt sich zusammen aus : einem Präsidenten, einem Vize-Präsidenten, zwei Beisitzern, zwei stellvertretenden Beisitzern, zwei Kommissaren des Gouvernement, vier Berichterstattern, einem Sekretär. Sie kann durch vier stellvertretende Berichterstatter für eine oder mehrere bestimmte Angelegenheiten ergänzt werden. Der Sekretär und der Kommissar des Gouvernement haben keine beschließende Stimme.

Artikel 3. Die Mitglieder der Entschädigungs-Kommission werden vom Commandant en Chef Français en Allemagne ernannt.

Der Präsident und der Vize-Präsident werden aus dem Kreise der in der Zone d'Occupation im Dienst befindlichen hohen Staatsbeamten gewählt.

Ein Beisitzer, ein stellvertretender Beisitzer, ein Kommissar des Gouvernement und zwei Berichterstatter werden auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation, ernannt.

Die anderen Mitglieder werden auf Vorschlag des Général Commandant Supérieur des Troupes d'Occupation ernannt.

Der Commandant en Chef kann das Recht zur Ernennung der stellvertretenden Berichterstatter dem Präsidenten der Kommission übertragen.

Artikel 4. Die Entschädigungs-Kommission kann aus sich heraus Unterkommissionen bilden.

Diese Unterkommissionen können unter dem Vorsitz des Präsidenten oder Vize-Präsidenten mit rechtlicher Wirkung entscheiden, wenn mindestens drei Mitglieder an den Sitzungen teilnehmen.

Die Entscheidungen werden mit Stimmenmehrheit getroffen. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Präsidenten den Ausschlag.

II. — FONCTIONNEMENT

ART. 5. — Pour être prises en considération en vue d'une proposition éventuelle d'indemnité, les demandes relatives à un acte dommageable devant être présentées dans un délai de trois mois, à dater du jour où l'acte a été commis.

La Commission pourra exceptionnellement tenir compte des demandes en indemnité présentées tardivement.

Selon le cas, les demandes seront déposées par les intéressés auprès des Chefs de Corps, des Chefs d'arrondissement Militaire et des délégués de Kreis qui recevront de l'autorité supérieure dont ils relèvent, les instructions concernant l'acheminement des dossiers sur la Commission des Indemnités.

ART. 6. — Les parties auront la faculté de présenter, à l'appui de leurs demandes, des mémoires écrits. Ceux-ci devront être rédigés en Français.

ART. 7. — La Commission des Indemnités procède ou fait procéder à toutes les mesures d'instruction nécessaires.

ART. 8. — Les séances ne sont pas publiques.

Après le rapport, le Commissaire du Gouvernement est entendu en ses conclusions. Il n'a pas voix délibérative. Les rapporteurs ont voix délibérative dans les affaires soumises à leur rapport.

ART. 9. — La Commission des Indemnités transmet la demande accompagnée de son avis motivé au Commandant en Chef pour décision dans la limite de sa compétence ou transmission à l'autorité gouvernementale intéressée.

III. — DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 10. — A titre transitoire, les demandes relatives à des dommages causés par des actes antérieurs à la présente ordonnance pourront être présentées dans les trois mois qui suivent sa publication.

ART. 11. — Des arrêtés du Commandant en Chef détermineront les conditions d'exécution et les modalités d'indemnisation en application de la présente ordonnance, qui sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 10 Octobre 1946

Le Général d'Armée K JIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG.

II. Verfahren.

Artikel 5. Zwecks Vorschlags einer Entschädigung können Gesuche wegen erlittenen Schadens nur berücksichtigt werden, wenn sie binnen drei Monaten nach Begehung der schädigenden Handlung eingereicht werden.

Die Kommission kann ausnahmsweise verspätet erhobene Schadensersatzansprüche berücksichtigen.

Die Gesuche sind, je nach der Lage des Falles, von den Geschädigten bei den Chefs de Corps, den Chefs d'Arrondissement Militaire und den Délégués des Kreises einzureichen. Diese erhalten von ihrer vorgesetzten Dienststelle Anweisungen über die Weiterleitung der Akten an die Entschädigungs-Kommission.

Artikel 6. Die Beteiligten haben das Recht, zur Unterstützung ihrer Gesuche schriftliche Erklärungen einzureichen, aber nur in französischer Sprache.

Artikel 7. Die Entschädigungs-Kommission trifft oder veranlaßt alle für die Untersuchung des Falles notwendigen Maßnahmen.

Artikel 8. Die Sitzungen sind nicht öffentlich.

Nach der Berichterstattung hat der Kommissar des Gouvernement mit seinen Anträgen das Wort. Er hat keine beschließende Stimme. Die Berichterstatter haben in denjenigen Angelegenheiten eine beschließende Stimme, in denen sie Bericht erstattet haben.

Artikel 9. Die Entschädigungs-Kommission unterbreitet das Gesuch unter Beifügung einer mit Gründen versehenen Stellungnahme dem Commandant en Chef. Dieser entscheidet in den Grenzen seiner Zuständigkeit oder leitet den Fall an die in Betracht kommende Instanz des Gouvernement weiter.

III: Verschiedene Bestimmungen.

Artikel 10. Für die Übergangszeit können Gesuche in Schadensfällen aus der Zeit vor dem Inkrafttreten dieser Verordnung binnen drei Monaten nach Veröffentlichung dieser Verordnung eingereicht werden.

Artikel 11. Der Commandant en Chef wird auf Grund dieser Verordnung im Wege von Verfügungen Ausführungsbestimmungen erlassen und Einzelheiten über die Entschädigung festsetzen. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und in der Zone Française d'Occupation als Gesetz durchzuführen.

BADEN-BADEN, den 10. Oktober 1946.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG.

ARRÊTÉS (Verfügungen)

ARRÊTÉ No 98

de l'Administrateur Général relatif au droit de transaction et de confiscation pour certaines infractions aux règles de la répartition et du rationnement

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'ordonnance No 1 du Commandement Suprême Interallié sur les infractions,

Vu l'ordonnance No 5 concernant le contrôle de l'Économie Allemande à l'intérieur de la Zone Française d'Occupation,

VERFUGUNG Nr. 98

des Administrateur Général über das Recht zu Vergleichsabschlüssen und Beschlagnahmen in Fällen von Vergehen gegen Zuteilungs- und Rationierungsvorschriften

Der Administrateur Général, Adjoint für le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général de l'Économie et des Finances nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 1 des Commandement Suprême Interallié über Vergehen,

Sur la proposition du Directeur Général de l'Économie et des Finances

Le Comité Juridique entendu,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — Avant tout exercice de l'action publique relativement aux infractions énumérées ci-après :

- a) — détention illicite de stocks ou denrées contingentées
- b) — fausse déclaration de biens de quelque nature que ce soit dont la déclaration est obligatoire.
- c) — opérations et transports illégaux portant sur toutes catégories de biens et denrées.

L'Administrateur Général et les personnes désignées par lui à cet effet ont pouvoir :

1. — de confisquer les matières ou produits sur lesquels un délit a été constaté de même que les moyens de transports qui ont servi à la réalisation de l'infraction.
2. — de transiger.

ARTICLE 2. — La proposition de transaction sera notifiée à l'intéressé. Si dans un délai de 10 jours à dater de cette notification celui-ci n'a pas fait connaître son acceptation, les poursuites seront engagées.

La notification de la proposition de transaction mentionnera expressément le délai imparti au délinquant par le présent article.

ARTICLE 3. — L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation pourra annuler les transactions intervenues, dans les deux mois qui suivront leur acceptation.

ARTICLE 4. — Le Directeur Général de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 5 Octobre 1946

L'Administrateur Général
E. LAFFON

Verordnung Nr. 5 betreffend Kontrolle der deutschen Wirtschaft innerhalb des französischen Besetzungsgebietes
folgende

VERFÜGUNG :

Artikel 1. In Fällen von Vergehen, bei denen es sich handelt um

- a) unerlaubte Zurückhaltung von zwangsbewirtschafteten Waren oder Lebensmitteln,
- b) falsche Angaben über anmeldepflichtige Vermögensobjekte, gleichviel welcher Art,
- c) unerlaubte Geschäfte und Transporte hinsichtlich aller Arten von Vermögensobjekten und Lebensmitteln

sind der Administrateur Général und die von ihm hierzu berufenen Personen vor der Einleitung des öffentlichen Verfahrens ermächtigt :

1. das Material oder die Erzeugnisse, auf die sich das festgestellte Vergehen bezieht, und die Transportmittel, die zur Begehung der Zuwiderhandlung gedient haben, zu beschlagnahmen,
2. die Angelegenheiten durch Vergleiche zu erledigen.

Artikel 2. Vergleichsvorschläge sind den betroffenen Personen bekanntzugeben. Wird nicht binnen 10 Tagen nach der Bekanntgabe die Annahme des Vergleichsvorschlags erklärt, so ist die Strafverfolgung einzuleiten.

Bei der Bekanntgabe des Vergleichsvorschlags ist der Zuwiderhandelnde auf die ihm gemäß diesem Artikel zugebilligte Frist ausdrücklich hinzuweisen.

Artikel 3. Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation kann die Vergleichsabschlüsse binnen zwei Monaten nach deren Annahme annullieren.

Artikel 4. Der Directeur Général de l'Économie et des Finances wird mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt, die im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 5. Oktober 1946.

Der Administrateur Général
E. LAFFON.

DÉCISIONS (Anordnungen)

DÉCISION No 10 BIS

du Commandant en Chef, concernant la mise sous séquestre de la Röchling'sche Eisenwerke und Stahlwerke à Völklingen

Le Général, Commandant en Chef de l'Armée d'Occupation de la Zone Française en Allemagne en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

Vu les dispositions de la loi du Gouvernement Militaire No 52,

ORDONNE :

ARTICLE 1. — Tous les biens, droits, intérêts dans la Zone Française d'Occupation en Allemagne, qui sont la propriété directe ou indirecte, ou qui sont placés sous contrôle de la Röchling'sche Eisenwerke und Stahlwerke G. M. B. H. Völklingen (Sarre) sont à dater de ce jour, et sous réserve d'une éventuelle décision ultérieure du Conseil de Contrôle, placés sous la Direction et l'autorité du Gouvernement Militaire.

ARTICLE 2. — Tous les pouvoirs sur les dits biens, droits et intérêts des propriétaires, actionnaires et dirigeants actuels de l'Entreprise sont suspendus.

ANORDNUNG Nr. 10b

des Commandant en Chef über die Stellung der Röchling'schen Eisenwerke und Stahlwerke Völklingen unter Zwangsverwaltung

Der Général, Commandant en Chef de l'Armée d'Occupation de la Zone Française en Allemagne erläßt Kraft der ihm verliehenen Befugnisse

unter Bezugnahme auf die Bestimmungen des Gesetzes Nr. 52 des Gouvernement Militaire

folgende

VERORDNUNG :

Artikel 1. Alle in der Zone Française d'Occupation in Allemagne befindlichen Vermögensgegenstände, Rechte und Interessen, die im direkten oder indirekten Eigentum oder unter der Kontrolle der Röchling'schen Eisenwerke und Stahlwerke G. m. b. H. Völklingen (Saar) stehen, werden vom heutigen Tage an, vorbehaltlich etwaiger späterer Anordnung des Kontrollrats, unter die Leitung und Befehlsgewalt des Gouvernement Militaire gestellt.

Artikel 2. Alle Befugnisse hinsichtlich der vorerwähnten Vermögensgegenstände, Rechte und Interessen der gegenwärtigen Eigentümer, Anteilshaber und Leiter des Unternehmens werden aufgehoben.

ARTICLE 3. — Sont nuls de plein droit tous les actes accomplis depuis le début des hostilités, ayant eu pour effet de soustraire les dits biens, droits et intérêts à une prise de possession éventuelle des autorités alliées.

ARTICLE 4. — Le Gouvernement Militaire délègue ces pouvoirs, en ce qui concerne les dits biens, droits et intérêts à un Administrateur.

ARTICLE 5. — L'Administrateur disposant des pouvoirs les plus étendus exerce ses fonctions suivant les directives du Gouvernement Militaire et n'est responsable que devant celui-ci.

ARTICLE 6. — L'Administrateur peut subdéléguer à une ou plusieurs personnes déléguées par lui, les pouvoirs nécessaires à la gestion des services et usines de l'Entreprise.

ARTICLE 7. — L'Administrateur est assisté pour l'exécution de sa mission d'un Comité Consultatif composé de cinq personnes qui seront désignées dans les conditions fixées par une décision ultérieure.

ARTICLE 8. — Les frais de l'Administration instituée par la présente ordonnance seront à la charge de l'Entreprise.

ARTICLE 9. — Par application de l'Article 4 ci-dessus Monsieur Georges THEDREL est nommé Administrateur des biens, droits et intérêts visés à l'Article 1.

BADEN-BADEN, le 30 Juillet 1945

Le Général de Corps d'Armée KOENIG
Commandant en Chef en Allemagne
signé : KOENIG

Artikel 3. Alle seit Beginn der Feindseligkeiten vorgenommenen Handlungen, die zum Zweck hatten, die vorgenannten Vermögensobjekte, Rechte und Interessen einer etwaigen Besitzergreifung durch die alliierten Behörden zu entziehen, sind Kraft Gesetzes ungültig.

Artikel 4. Das Gouvernement Militaire überträgt die Befugnisse hinsichtlich der vorerwähnten Vermögensobjekte, Rechte und Interessen auf einen Verwalter.

Artikel 5. Der Verwalter, dem weitestgehende Befugnisse zustehen, übt sein Amt nach den Anweisungen des Gouvernement Militaire aus und ist nur diesem gegenüber verantwortlich.

Artikel 6. Der Verwalter kann einer oder mehreren von ihm beauftragten Personen die zur Führung der Geschäftsstellen und der Werke des Unternehmens erforderlichen Befugnisse weiter übertragen.

Artikel 7. Dem Verwalter steht zur Durchführung seiner Aufgaben ein beratender Ausschuss zur Seite, der aus fünf Personen besteht, die nach Maßgabe einer später zu erlassenden Anordnung ernannt werden.

Artikel 8. Die Kosten der durch diese Verordnung eingesetzten Verwaltung gehen zu Lasten des Unternehmens.

Artikel 9. Gemäß vorstehendem Artikel 4 wird Herr Georges THEDREL zum Verwalter der in Artikel 1 erwähnten Vermögensgegenstände, Rechte und Interessen ernannt.

BADEN-BADEN, den 30. Juli 1945.

Commandant en Chef Français en Allemagne
Le Général d'Armée KOENIG
P. KOENIG.

DÉCISION No 10

du Commandant en Chef sur les Administrateurs-Séquestres.

Le Général Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945, portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'ordonnance No 1 du 28 Juillet 1945 du Commandant en chef, maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié,

Vu la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié,

Vu l'arrêté No 9 du Commandant en Chef en date du 10 Novembre 1945 sur les Administrateurs-Séquestres,

Vu la Décision du 30 Juillet 1945 du Commandant en Chef et notamment l'article 7 désignant Monsieur THEDREL Georges, Administrateur-Séquestre des biens, droits et intérêts qui sont la propriété directe ou indirecte, ou qui sont placés sous le contrôle de la Röchlingsche Eisenwerke und Stahlwerke G.m.b.H., Völklingen (Sarre),

Vu l'ordonnance No 5 du 4 Septembre 1945 du Commandant en Chef chargeant le Gouvernement Militaire du Contrôle de l'Économie allemande dans son ensemble à l'intérieur de la Zone Française d'Occupation,

Sur la proposition de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

DÉCIDE :

ARTICLE 1^{er}. — L'article 7 de la Décision susvisée du 30 Juillet 1945 est modifiée ainsi qu'il suit :

"Par application de l'Article 4 ci-dessus, Monsieur Georges THEDREL est nommé Administrateur-Séquestre des biens droits et

ANORDNUNG Nr. 10

des Commandant en Chef über Zwangsverwalter

Der Général Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 1 des Commandant en Chef vom 28. Juli 1945 über Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

Gesetz Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié,

Verfügung Nr. 9 des Commandant en Chef vom 10. November 1945 betreffend Zwangsverwalter,

Anordnung des Commandant en Chef vom 30. Juli 1945, insbesondere Artikel 7 dieser Anordnung, betreffend Ernennung von Monsieur Georges Thedrel zum Administrateur-Séquestre der Vermögensgegenstände, Rechte und Interessen, die in direktem oder indirektem Eigentum oder unter der Kontrolle der Röchlingschen Eisen- und Stahlwerke G. m. b. H. Völklingen (Saar) stehen,

Verordnung Nr. 5 des Commandant en Chef vom 4. September 1945 betreffend Kontrolle der deutschen Wirtschaft innerhalb des französischen Besetzungsgebietes

folgende

ANORDNUNG :

Artikel 1. Artikel 7 der vorgenannten Anordnung vom 30. Juli 1945 wird abgeändert und erhält folgende Fassung :

"Gemäß vorstehendem Artikel 4 wird Monsieur Georges Thedrel zum Administrateur-Sequestre der in der Zone Française

intérêts dans la Zone Française d'Occupation en Allemagne qui sont la propriété directe ou indirecte ou qui sont placés sous le contrôle de la Röchling'sche Eisenwerke und Stahl G. m. b. H., Völklingen (Sarre), à l'exclusion de ceux de ces biens, droits et intérêts qui appartiennent à la Gebrüder Röchling Bank à Sarrebruck.

"Monsieur Jean NOURY, Directeur des Finances pour le Gouvernement Militaire de la Sarre, est nommé à titre temporaire administrateur séquestre des biens, droits et intérêts visés ci-dessus et appartenant à la Gebrüder Röchling Bank."

ART. 2. — L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation est chargé de la présente décision.

BADEN-BADEN, le 18 Septembre 1946.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

d'Occupation en Allemagne befindlichen Vermögensgegenstände, Rechte und Interessen ernannt, die im direkten oder indirekten Eigentum oder unter der Kontrolle der Röchlingschen Eisen- und Stahlwerke G. m. b. H. Völklingen (Saar) stehen, mit Ausnahme derjenigen Vermögensgegenstände, Rechte und Interessen, die der Gebrüder Röchling Bank in Saarbrücken gehören.

Monsieur Jean Noury, Directeur des Finances pour le Gouvernement Militaire de la Sarre wird bis auf weiteres zum Administrateur Séquestre der Vermögensgegenstände, Rechte und Interessen der Gebrüder Röchling Bank, von denen vorstehend die Rede ist, ernannt."

Artikel 2. Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation wird mit der Durchführung dieser Anordnung beauftragt.

BADEN-BADEN, den 18. September 1946.

Der Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG.

DÉCISION No 96

de l'Administrateur Général nommant un Administrateur-Séquestre

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu l'arrêté No 9 du Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 10 Novembre 1945 sur les Administrateurs Séquestres,

Vu l'arrêté No 85 de l'Administrateur Général en date du 12 Août 1946 fixant le statut des personnels français commis par le Gouvernement Militaire auprès d'un organisme public ou privé allemand,

Sur la proposition du Directeur Général de l'Économie et des Finances,

DÉCIDE :

ARTICLE 1^{er}. — Monsieur GUY VIVIER est nommé Administrateur-Séquestre des Établissements ROBERT BOSCH G. m. b. H.

ART. 2. — Le contrat d'engagement sera passé conformément aux dispositions de l'Arrêté No 85 du 12 Août 1946 susvisé.

ART. 3. — La rémunération de l'Administrateur-Séquestre sera supportée par l'Entreprise désignée ci-dessus.

ART. 4. — Le Directeur Général de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution de la présente décision.

ART. 5. — La présente décision annule et remplace la décision No 20 de Monsieur l'Administrateur Général en date du 10. Novembre 1945. Elle prend effet à compter de la même date.

BADEN-BADEN, le 23 Octobre 1946.

L'Administrateur Général
E. LAFFON

ANORDNUNG Nr. 96

über Ernennung eines Zwangsverwalters

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général de l'Économie et des Finances unter Bezugnahme auf

Verfügung Nr. 9 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 10. November 1945 betreffend Zwangsverwalter,

Verfügung Nr. 85 des Administrateur Général vom 12. August 1946 betreffend Regelung der Anstellungsverhältnisse der französischen Beamten, die vom Gouvernement Militaire mit einer Tätigkeit bei deutschen öffentlichen oder privaten Unternehmungen beauftragt wurden,

folgende

ANORDNUNG :

Artikel 1. Monsieur Guy VIVIER wird zum Administrateur-Séquestre der Firma Robert Bosch G. m. b. H. ernannt.

Artikel 2. Der Anstellungsvertrag hat den Bestimmungen der vorerwähnten Verfügung Nr. 85 vom 12. August 1946 zu entsprechen.

Artikel 3. Die Vergütung des Administrateur-Séquestre ist von dem vorerwähnten Unternehmen zu tragen.

Artikel 4. Der Directeur Général de l'Économie et des Finances wird mit der Durchführung dieser Anordnung beauftragt.

Artikel 5. Durch diese Verfügung wird die Verfügung Nr. 20 des Administrateur Général vom 10. November 1945 mit Wirkung vom gleichen Tage an aufgehoben und ersetzt.

BADEN-BADEN, den 23. Oktober 1946.

Der Administrateur Général
E. LAFFON.

RECTIFICATIF

à l'ordonnance No 60 du 2 Septembre 1946
(page 300 Journal Officiel No 37)

Article 3 alinéa 2
au lieu de :

"L'Assemblée peut élire parmi ses membres un vice-président si son effectif est de 26 membres, ou deux vice-présidents si le nombre de ses membres est supérieur à 26. Le vice-président supplée le président en cas d'empêchement de ce dernier,

lire :

"L'Assemblée peut élire parmi ses membres un vice-président si son effectif est inférieur ou égal à 2 membres . . ." le reste sans changement.

BERICHTIGUNG

betreffend Verordnung Nr. 60 vom 2. September 1946
(Amtsblatt Nr. 37, Seite 300).

Artikel 3, Absatz 2, muß an Stelle

„Die Versammlung kann aus dem Kreise ihrer Mitglieder, wenn deren Anzahl 26 beträgt, einen und bei höherer Mitgliederzahl zwei stellvertretende Vorsitzende wählen. Der stellvertretende Vorsitzende vertritt den Vorsitzenden im Behinderungsfalle“

lauten :

„Die Versammlung kann aus dem Kreise ihrer Mitglieder, wenn deren Anzahl 26 oder weniger beträgt“
Der übrige Text bleibt unverändert.

RECTIFICATIF

à l'ordonnance No 61 du 2 Septembre 1946

(page 303 Journal Officiel No 37)

Article 3, alinéa 2

"L'Assemblée peut élire parmi ses membres un vice-président si son effectif est de 26 membres, ou deux vice-présidents si le nombre de ses membres est supérieur à 26. Le vice-président supplée le président en cas d'empêchement de ce dernier.

lire :

"L'Assemblée peut élire parmi ses membres un vice-président si son effectif est inférieur ou égal à 26 membres . . ." le reste sans changement.

BERICHTIGUNG

betreffend Verordnung Nr. 61 vom 2. September 1946

(Amtsblatt Nr. 37, Seite 303).

Artikel 3, Absatz 2, muß an Stelle

„Die Versammlung kann aus dem Kreise ihrer Mitglieder, wenn deren Anzahl 26 beträgt, einen und bei höherer Mitgliederzahl zwei stellvertretende Vorsitzende wählen. Der stellvertretende Vorsitzende vertritt den Vorsitzenden im Behinderungsfalle“

lauten :

„Die Versammlung kann aus dem Kreise ihrer Mitglieder, wenn deren Anzahl 26 oder weniger beträgt“
Der übrige Text bleibt unverändert.

RECTIFICATIF

à l'ordonnance No 62 du 2 Septembre 1946

(page 307, Journal Officiel No 37)

Article 3, alinéa 2

au lieu de :

"L'Assemblée peut élire parmi ses membres un vice-président si son effectif est de 26 membres, ou deux vice-présidents si le nombre de ses membres est supérieur à 26. Le vice-président supplée le président en cas d'empêchement de ce dernier.

lire :

"L'Assemblée peut élire parmi ses membres un vice-président si son effectif est inférieur ou égal à 26 membres . . ." le reste sans changement.

BERICHTIGUNG

betreffend Verordnung Nr. 62 vom 2. September 1946

(Amtsblatt Nr. 37, Seite 307).

Artikel 3, Absatz 2, muß an Stelle

„Die Versammlung kann aus dem Kreise ihrer Mitglieder, wenn deren Anzahl 26 beträgt, einen und bei höherer Mitgliederzahl zwei stellvertretende Vorsitzende wählen. Der stellvertretende Vorsitzende vertritt den Vorsitzenden im Behinderungsfalle“

lauten :

„Die Versammlung kann aus dem Kreise ihrer Mitglieder, wenn deren Anzahl 26 oder weniger beträgt“
Der übrige Text bleibt unverändert.

RECTIFICATIF

à l'ordonnance No 63 du 2 Septembre 1946

(page 310, Journal Officiel No 37)

Article 3 après le premier alinéa ajouter l'alinéa suivant :

"L'Assemblée peut élire parmi ses membres un vice-président si son effectif est inférieur ou égal à 26 membres, ou deux vice-présidents si le nombre de ses membres est supérieur à 26. Le vice-président supplée le président en cas d'empêchement de ce dernier.

BERICHTIGUNG

betreffend Verordnung Nr. 63 vom 2. September 1946

(Amtsblatt Nr. 37, Seite 310).

Artikel 3, Absatz 2, muß an Stelle

„Die Versammlung kann aus dem Kreise ihrer Mitglieder, wenn deren Anzahl 26 beträgt, einen und bei höherer Mitgliederzahl zwei stellvertretende Vorsitzende wählen. Der stellvertretende Vorsitzende vertritt den Vorsitzenden im Behinderungsfalle“

lauten :

„Die Versammlung kann aus dem Kreise ihrer Mitglieder, wenn deren Anzahl 26 oder weniger beträgt“
Der übrige Text bleibt unverändert.

RECTIFICATIF

à l'ordonnance No 65 du 8 Octobre 1946

(page 336 Journal Officiel No 41)

Titre I, article 7

au lieu de :

"Chaque liste de candidats doit comporter un nombre total de noms égal à celui des sièges à pourvoir."

lire :

"Chaque liste de candidats doit comporter un nombre de noms au plus égal à celui des sièges à pourvoir."

BERICHTIGUNG

betreffend Verordnung Nr. 65 vom 8. Oktober 1946

(Amtsblatt Nr. 41, Seite 336).

Titel 1, Artikel 7, muß an Stelle

„Jeder Wahlvorschlag muß im ganzen so viele Namen enthalten, wie es der Anzahl der zu besetzenden Sitze entspricht“

lauten :

„Jeder Wahlvorschlag darf im ganzen höchstens so viele Namen enthalten, wie es der Anzahl der zu besetzenden Sitze entspricht.“

RECTIFICATIF

à l'ordonnance No 66 du 8 Octobre 1946

(page 339, Journal Officiel No 41)

Titre I, article 7

au lieu de :

"Chaque liste de candidats doit comporter un nombre total de noms égal à celui des sièges à pourvoir."

lire :

"Chaque liste de candidats doit comporter un nombre de noms au plus égal à celui des sièges à pourvoir."

BERICHTIGUNG

betreffend Verordnung Nr. 66 vom 8. Oktober 1946

(Amtsblatt Nr. 41, Seite 339).

Titel 1, Artikel 7, muß an Stelle

„Jeder Wahlvorschlag muß im ganzen so viele Namen enthalten, wie es der Anzahl der zu besetzenden Sitze entspricht“

lauten :

„Jeder Wahlvorschlag darf im ganzen höchstens so viele Namen enthalten, wie es der Anzahl der zu besetzenden Sitze entspricht.“

RECTIFICATIFS

à l'ordonnance No 67 du 8 Octobre 1946

(page 342, Journal Officiel No 41)

Titre I, article 4, quatorzième ligne : supprimer Landstuhl;
le reste sans changement.

Article 7, au lieu de :

"Chaque liste doit comporter un nombre total de noms égal à
celui des sièges à pourvoir.

lire :

"Chaque liste de candidats doit comporter un nombre de noms
au plus égal à celui des sièges à pourvoir."

BERICHTIGUNG

betreffend Verordnung Nr. 67 vom 8. Oktober 1946

(Amtsblatt Nr. 41, Seite 342).

In Titel I, Artikel 4, elfte Zeile, ist „Landstuhl“ zu streichen.
Artikel 7 muß an Statt„Jeder Wahlvorschlag muß im ganzen so viele Namen enthal-
ten, wie es der Anzahl der zu besetzenden Sitze entspricht“

lauten :

„Jeder Wahlvorschlag darf im ganzen höchstens so viele Namen
enthalten, wie es der Anzahl der zu besetzenden Sitze ent-
spricht.“

RECTIFICATIF

Tribunal International Militaire à Nuremberg

(page 456, Journal Officiel No 42)

Conclusion, § 3

au lieu de :

..... n'est pas coupable

lire :

..... est coupable

ÖFFENTLICHE ZUSTELLUNGEN

„Durch Ausschlußurteil vom 6. 9. 1946 ist das Sparkassenbuch der
Saargenossenschaftsbank (Gersweiler Sparkasse) e. G. m. b. H.,
Filiale in Neunkirchen (Saar), Nr. 48016 über RM. 6032.—, ausgestellt
für die Verkäuferin Bertha Sch u h in Wiebelskirchen (Saar), Kirch-
hofstraße 27, für kraftlos erklärt worden.

Neunkirchen (Saar), den 7. September 1946.

Das Amtsgericht.“

Steffin Käthe, geb. Pfeifer, in Bad Schachen, Ebnet 103, Gemeinde
Bodolz, Klägerin, vertreten durch RA. Dr. Schmidt in
Lindau (B) klagt gegenSteffin Kurt, Kaufmann in Rio de Janeiro / Brasilien, Rua Anselino
Leas 10, Apto 13 a/c Sur. Erich Neck, Beklagten, wegen
Ehescheidung mit dem Antrag:die am 8. 9. 1926 zwischen den Parteien vor dem Standesamt 7 in
Berlin geschlossene Ehe aus Verschulden des Beklagten zu scheiden
und dem Beklagten die Kosten des Rechtsstreites aufzuerlegen.Die Zivilkammer des Landgerichts Lindau (B) — Einzel-
richter — ladet den Beklagten zur mündlichen Verhand-
lung des Rechtsstreites in die Sitzung vomDienstag, 7. Januar 1947, vorm. 10 Uhr, Zimmer 13 des Land-
gerichts Lindau (B), Stiftsplatz 4, Erdgeschoß,mit der Aufforderung, einen bei diesem Gericht zuge-
lassenen Rechtsanwalt mit seiner Vertretung zu beauf-
tragen.

LINDAU (B), 11. Oktober 1946.

Geschäftsstelle des Landgerichts.

BAD. GEG. VERS. ANST.

Eing. - 4. NOV. 1946